



Assemblée générale

Distr. générale
28 août 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 60 de l'ordre du jour provisoire*

**Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies
pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés,
aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires**

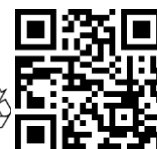
Aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés d'Afrique

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [78/185](#) de l'Assemblée générale sur l'aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés d'Afrique. Il met à jour les informations qui figurent dans le rapport que le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée à sa soixante-dix-huitième session ([A/78/183](#)) et couvre la période allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024. Il a été établi sous la coordination du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et tient compte des informations reçues de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation internationale pour les migrations, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, du Programme des Nations Unies pour le développement, de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, du Fonds des Nations Unies pour la population, du Programme alimentaire mondial et de l'Organisation mondiale de la Santé.

* [A/79/150](#).



I. Introduction

1. L'Afrique¹ a continué d'accueillir un grand nombre de personnes réfugiées, de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, d'apatrides et d'autres personnes touchées par les conflits, les persécutions et la violence généralisée. Des situations d'urgence, nouvelles ou en cours, ont provoqué des déplacements internes et au-delà des frontières. Le conflit au Soudan a engendré la crise de déplacement la plus importante et la plus rapide au monde, avec plus de 8,5 millions de personnes nouvellement déplacées depuis avril 2023, date à laquelle les combats ont éclaté entre les Forces armées soudanaises et des groupes paramilitaires. Parallèlement, les niveaux élevés d'insécurité et de violence en République démocratique du Congo et en Somalie ont entraîné de nouveaux déplacements internes à grande échelle. Les phénomènes météorologiques extrêmes ont également été l'un des principaux facteurs de déplacement forcé sur le continent, tandis que le risque de famine et d'inanition était élevé.

2. À la fin de 2023, le nombre de personnes déplacées de force et d'apatrides en Afrique a atteint 45 millions, soit 37 % du total mondial et une augmentation par rapport aux 38,9 millions de l'année précédente. Il y avait parmi eux près de 31,4 millions de personnes déplacées dans leur pays, 7,8 millions de réfugiés, environ 1 million d'apatrides et 746 000 demandeurs d'asile². La majorité des personnes réfugiées accueillies dans la région provenaient du Soudan du Sud (2,3 millions), du Soudan (1,4 million), de la République démocratique du Congo (926 500), de la République centrafricaine (750 700) et de la Somalie (682 000). L'Ouganda était le plus grand pays d'accueil du continent, fournissant protection et assistance à près de 1,6 million de réfugiés, suivi du Tchad (1,1 million), de l'Éthiopie (979 800) et du Soudan (922 500).

3. Aux situations d'urgence complexes susmentionnées se sont ajoutés toute une série de problèmes de protection, notamment l'exploitation et les abus, la traite, le recrutement forcé dans des groupes armés, la xénophobie, le travail des enfants et le recours continu à la détention dans le contexte de l'asile. La violence fondée sur le genre est restée répandue dans toute la région, en particulier en République démocratique du Congo et au Soudan, touchant de manière disproportionnée les femmes et les filles. La région a également connu des flux mixtes de réfugiés et de migrants. Il était donc prioritaire d'améliorer les mesures de protection des personnes en situation de déplacement en adoptant une approche fondée sur les itinéraires.

4. Malgré l'augmentation des déplacements, des solutions ont également été trouvées, notamment par le rapatriement volontaire, la réinstallation et des voies complémentaires, ainsi que des mesures visant à faciliter l'intégration sur place. Le plus grand nombre de personnes réfugiées sont rentrées au Soudan du Sud (527 200), principalement en provenance du Soudan, suivi du Nigeria (31 700), du Burundi (26 700), du Soudan (17 200) et de la République centrafricaine (14 500).

5. Les initiatives mondiales et régionales ont joué un rôle crucial dans l'amélioration de la protection des personnes déplacées de force, le renforcement du partage des charges et des responsabilités entre les pays accueillant un grand nombre de réfugiés et la recherche de solutions durables. Le deuxième Forum mondial sur les réfugiés, organisé conjointement en décembre 2023 par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et la Suisse, a donné lieu à de nombreux

¹ Dans le présent rapport, le terme « Afrique » désigne l'Afrique subsaharienne.

² L'estimation est basée sur les données communiquées au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés par les gouvernements ou recueillies auprès d'autres sources. Le chiffre réel est probablement beaucoup plus élevé, car tous les pays ne communiquent pas de données sur l'apatridie.

engagements en faveur de la réalisation des objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés dans toute la région. En ce qui concerne l'apatridie, l'adoption du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples sur les aspects spécifiques du droit à la nationalité et l'éradication de l'apatridie en Afrique a constitué une avancée majeure.

II. Contexte opérationnel

A. Situation sous-régionale

6. L'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et la région des Grands Lacs ont accueilli quelque 5,2 millions de personnes réfugiées et demandeuses d'asile et 16,7 millions de personnes déplacées dans leur pays. Au Soudan, l'escalade de la violence s'est propagée de la capitale à d'autres régions du pays. En conséquence, le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile soudanais a atteint 2 millions à la mi-2024, la quasi-totalité d'entre eux étant accueillis par les pays voisins. Le pays était confronté à une situation humanitaire désastreuse, caractérisée par une famine généralisée et une insécurité alimentaire aiguë. Avec plus de 9 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et près de 1 million de personnes réfugiées (en majorité originaires du Soudan du Sud, suivis de l'Érythrée et de l'Éthiopie), il s'agissait du plus grand nombre de personnes déplacées en Afrique. Le Soudan du Sud a continué d'être le théâtre de violences intercommunautaires. Près de 2,3 millions de Sud-Soudanais et Sud-Soudanaises sont réfugiés dans les pays voisins et 2 millions sont déplacés à l'intérieur du pays. Dans le même temps, le Soudan du Sud a accueilli plus de 588 400 réfugiés rapatriés, ainsi que quelque 165 000 réfugiés soudanais depuis le déclenchement de la guerre au Soudan.

7. La Somalie a continué d'être affectée par les conflits, les chocs climatiques, notamment la sécheresse et les inondations, des épidémies de maladies transmissibles et la faiblesse des mécanismes de protection sociale. Près de 3,9 millions de personnes étaient toujours déplacées à l'intérieur du pays et 1 million de réfugiés somaliens se trouvaient hors du pays, principalement dans la région. L'insécurité et les opérations de lutte contre le terrorisme ont créé des conditions dans lesquelles il était difficile d'assurer la protection de ces personnes, et de leur fournir de l'assistance et les services essentiels, et compromis les espoirs de retour.

8. L'Afrique australe comptait 6,8 millions de personnes déplacées dans leur propre pays et près d'un million de personnes réfugiées et demandeuses d'asile. Les crises complexes en République démocratique du Congo et au Mozambique ont été les principales causes des déplacements forcés dans la région. Entre-temps, des situations de réfugiés prolongées ont persisté en Afrique du Sud, en Angola, au Congo, au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe. En République démocratique du Congo, la reprise des combats dans l'est du pays a exacerbé la situation humanitaire. On comptait quelque 2,8 millions de personnes nouvellement déplacées à l'intérieur du pays, et 1,8 million de personnes en situation de déplacement interne sont rentrées chez elles, tandis que 6,3 millions sont restées dans cette situation.

9. L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale ont enregistré 7,9 millions de personnes déplacées dans leur propre pays et 2,3 millions de personnes réfugiées et demandeuses d'asile. L'instabilité politique, les conflits nouveaux ou prolongés et l'insécurité étaient les principales causes des déplacements, tandis que l'augmentation de la compétition pour accéder aux ressources, due aux effets des chocs climatiques, de la pauvreté et de l'inflation, a aggravé la situation.

10. Le Sahel a continué de faire face à une crise humanitaire complexe, notamment en raison de la violence perpétrée par des groupes armés non étatiques et extrémistes

violents. Au Mali, le conflit armé s'est intensifié, augmentant les déplacements à l'intérieur et au-delà des frontières. Au Niger, la fermeture des frontières et les sanctions ont contribué à la détérioration de la situation humanitaire, tandis qu'au Burkina Faso, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays a dépassé les 2 millions. La région a également connu des situations prolongées de déplacements et des conflits autour du bassin du lac Tchad. La crise au Soudan a poussé les réfugiés vers la République centrafricaine et le Tchad, où les besoins humanitaires ont dépassé les capacités d'intervention.

B. Flux mixtes

11. L'interaction complexe entre les conflits, la pauvreté et les phénomènes météorologiques extrêmes a continué de provoquer des flux mixtes de réfugiés et de migrants sur le continent et au-delà. Les personnes en situation de déplacement ont été victimes de graves violations des droits humains et de mauvais traitements, notamment de violence fondée sur le genre, d'exploitation, d'extorsion, d'enlèvement, de traite et de détention arbitraire. Les réponses de plus en plus restrictives de certains États aux flux mixtes ont suscité des inquiétudes en matière de protection.

12. Des centaines de milliers de réfugiés et de migrants ont risqué leur vie en empruntant des itinéraires allant de l'Est et de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique de l'Ouest vers la côte atlantique de l'Afrique du Nord, et en traversant la Méditerranée centrale vers l'Europe, ainsi que de l'Est et de la Corne de l'Afrique vers l'Afrique du Sud. Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali et le Soudan comptaient parmi les principaux pays d'origine des migrants arrivant en Europe par voie maritime. Les ressortissantes et ressortissants burkinabè ont présenté six fois plus de demandes d'asile aux États membres de l'Union européenne en 2023 qu'en 2022, passant de près de 1 000 à 6 600. En 2023, les arrivées irrégulières par voie maritime en Europe via la Méditerranée centrale et occidentale et les routes maritimes d'Afrique de l'Ouest sont passées à plus de 207 000, et plus de 4 000 personnes auraient perdu la vie en mer. Au 30 juin 2024, le nombre d'arrivées irrégulières s'élevait à 50 000.

13. Le HCR a travaillé avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à la mise en œuvre d'une approche axée sur les itinéraires, qui vise à améliorer la protection, l'assistance et les solutions le long des principaux itinéraires, dans toutes les sous-régions. Au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Tchad, des initiatives ont été menées pour renforcer la communication avec les personnes en situation de déplacement. Grâce aux témoignages recueillis auprès de réfugiés et de demandeurs d'asile originaires d'Érythrée, du Nigéria et de Somalie, le projet « Telling the Real Story » a contribué à lutter contre la désinformation et à donner aux personnes en situation de déplacement les moyens de prendre des décisions éclairées³.

14. Les réfugiés soudanais ont continué d'arriver en Libye à la suite du déclenchement du conflit dans leur pays. Au 30 juin 2024, près de 40 900 réfugiés soudanais étaient enregistrés en Libye, et plus de 20 000 d'entre eux étaient arrivés depuis avril 2023. L'Union africaine, le Gouvernement rwandais et le HCR ont continué d'évacuer les personnes réfugiées et demandeuses d'asile des centres de détention libyens vers des centres de transit d'urgence qui se trouvaient au Niger et au Rwanda.

³ Voir www.tellingtherealstory.org/en/.

C. Catastrophes liées aux changements climatiques

15. Dans toute l'Afrique, les effets dévastateurs des chocs liés aux changements climatiques sur les populations déplacées ont entraîné la perte de vies humaines et de moyens de subsistance, provoqué la détérioration de la santé et des infrastructures, favorisé de nouveaux déplacements, exacerbé les situations prolongées de déplacement et accru les besoins en matière d'assistance et de protection. Des millions de personnes ont été touchées par des phénomènes météorologiques extrêmes, notamment le quatrième phénomène El Niño le plus puissant jamais enregistré, ainsi que des sécheresses, des précipitations irrégulières, des inondations et des températures élevées. S'il est vrai que les conséquences de ces phénomènes météorologiques variaient d'une région à l'autre du continent, ceux-ci ont entraîné une pénurie d'eau, une diminution des rendements des cultures et, par conséquent, des pénuries alimentaires, une faim aiguë, des déplacements internes et transfrontières, ainsi que la prolifération de maladies. Ces phénomènes ont également perturbé l'accès aux services essentiels, coupé l'accès humanitaire aux personnes dans le besoin et attisé les tensions entre les populations tributaires des ressources naturelles.

16. En Afrique de l'Est, des pluies torrentielles, des inondations et des glissements de terrain ainsi qu'une sécheresse grave et prolongée ont exacerbé les déplacements de populations, notamment au Burundi, en Éthiopie, au Kenya, en Somalie, au Soudan et au Soudan du Sud. Environ 5,2 millions de personnes ont été touchées et plus de 2 millions ont été déplacées. En 2024, des inondations survenues pendant la saison des pluies ont contraint plus de 230 000 personnes à quitter leur foyer en cinq jours au Burundi, au Kenya, en Somalie et en République-Unie de Tanzanie, ce qui a entraîné des épidémies de choléra et de rougeole. Des dizaines de milliers de personnes déplacées, dont près de 20 000 réfugiés du camp de Dadaab au Kenya, ont été à nouveau arrachées à leur foyer après que leurs maisons ont été emportées par les eaux.

17. Le phénomène El Niño a contribué à une grave sécheresse et à une chaleur extrême dans toute l'Afrique australe. Les précipitations n'ont atteint que 20 % du niveau prévu, ce qui a eu des conséquences catastrophiques pour la population, le bétail et les espèces sauvages. Des catastrophes nationales ont été déclarées au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe, tandis que de grandes parties de l'Afrique du Sud, de l'Angola, du Botswana, de Madagascar, du Mozambique et de la Namibie ont également été touchées. Dans le même temps, de fortes pluies et des inondations dans d'autres régions ont provoqué le déplacement de milliers de personnes à Madagascar, au Malawi, au Mozambique et en Zambie, et la tempête tropicale Gamane a provoqué une catastrophe nationale à Madagascar.

18. Il demeure essentiel d'investir dans les données en vue de mener une action climatique ciblée et tournée vers l'avenir. Les données sur les risques climatiques contribuent à renforcer la préparation, la programmation fondée sur des données probantes et la planification stratégique. La nouvelle stratégie régionale d'action climatique du HCR est mise en œuvre sur la base de ces données dans les zones de déplacement vulnérables aux changements climatiques au Burkina Faso, au Cameroun, en République centrafricaine, au Niger et au Tchad. Le HCR a procédé à une évaluation préliminaire de l'impact sur l'environnement de cinq nouveaux camps de réfugiés dans l'est du Tchad afin d'atténuer les risques et la dégradation de l'environnement. Au Cameroun, ses partenaires et lui mettent en œuvre des mesures d'adaptation aux changements climatiques dans les zones qui accueillent des réfugiés et des personnes déplacées dans le pays, notamment le reboisement, l'agriculture intelligente face au climat et la construction d'abris résilients.

III. Protection

A. Réfugiés et demandeurs d'asile

19. De manière générale, les gouvernements africains ont gardé leurs frontières ouvertes aux réfugiés et aux demandeurs d'asile, offrant ainsi une protection à des millions de personnes. Par exemple, lorsque le conflit a éclaté au Soudan, l'Éthiopie a appliqué sur une base *prima facie* aux personnes fuyant le Soudan la définition plus large du terme « réfugié » tel qu'elle figure dans la Convention de 1969 de l'Organisation de l'Unité africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique. L'Ouganda est resté à l'avant-garde de la protection des réfugiés et de la fourniture de l'aide à ceux-ci, tout en appliquant des politiques progressistes qui illustrent l'objectif de renforcement de l'autonomie des réfugiés énoncé dans le Pacte mondial sur les réfugiés.

20. Le Kenya a renforcé la conformité de son cadre juridique avec les normes juridiques internationales et régionales en adoptant des règlements d'application de sa loi de 2021 sur les réfugiés. La Côte d'Ivoire a adopté sa première loi nationale sur l'asile, qui lui a permis de promouvoir la non-pénalisation de l'entrée illégale, de faciliter le regroupement familial, de délivrer des cartes d'identité biométriques et de réaffirmer les droits essentiels. Le Tchad a signé le décret d'application de sa loi de 2020 sur l'asile, qui était la concrétisation des engagements pris par le pays lors du premier Forum mondial sur les réfugiés en 2019. Cette signature devrait renforcer le cadre de protection des réfugiés et des demandeurs d'asile et garantir le respect de leurs droits civils et socioéconomiques.

21. Tous les pays d'Afrique subsaharienne sont signataires de la Convention de l'Organisation de l'Unité africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique. En 2024, Sao Tomé-et-Principe a ratifié la Convention, ce qui portait le nombre total de ratifications à 43 et signifiait que cinq pays devaient encore la ratifier. Quarante-cinq pays sont parties à la Convention relative au statut des réfugiés (Convention de 1951) ou à son protocole de 1967, ou aux deux. Toutefois, 21 États parties maintiennent des réserves et des déclarations et ne se considèrent pas liés par certaines dispositions importantes.

22. Dans le même temps, un certain nombre de faits nouveaux ont suscité des inquiétudes, notamment le recours continu à la détention dans le contexte de l'asile. La contraction de l'espace d'asile a entraîné plus de 1 600 incidents de refoulement, bien que ce chiffre soit considéré comme sous-estimé et ne reflète que les cas officiellement documentés dont le HCR a connaissance. Le HCR a renforcé sa collaboration avec les États et les organisations régionales afin de garantir le respect du principe de non-refoulement et de préconiser des mesures de substitution à la détention.

23. Dans certains pays, l'accès aux procédures nationales d'asile était irrégulier, ce qui empêchait les demandeurs d'asile non enregistrés et dépourvus de papiers d'identité de subvenir à leurs besoins fondamentaux et les exposait au refoulement. Une moindre volonté d'accorder sur une base *prima facie* le statut de réfugié à certaines populations et une réticence à mettre en œuvre des procédures d'asile individualisées, équitables et efficaces ont entraîné des retards, ce qui a entravé l'accès aux droits et aux solutions. Le HCR a continué de collaborer avec les États pour améliorer leurs systèmes et procédures d'asile.

B. Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays

24. Les personnes déplacées dans leur pays étaient particulièrement vulnérables aux violations des droits humains et à l'insécurité, car elles étaient proches des lignes de front. Les femmes et les filles déplacées, les personnes handicapées et les personnes âgées étaient touchées de manière disproportionnée. La détérioration de la situation au Burkina Faso, en République démocratique du Congo et au Soudan a mis en évidence les problèmes de protection auxquels étaient confrontées les personnes déplacées dans leur pays.

25. Au Burkina Faso, les combats entre les forces de sécurité et les groupes armés ont donné lieu à de nombreux incidents touchant des personnes déplacées à l'intérieur du pays et d'autres civils. Lors d'un incident survenu en février 2024, plus de 220 civils, dont 56 enfants, auraient été tués. En mai 2024, en République démocratique du Congo, trois sites de Goma accueillant des personnes déplacées à l'intérieur du pays ont été bombardés à la suite d'intenses combats entre les groupes rebelles et les forces gouvernementales. Il en est résulté la mort d'au moins 14 personnes déplacées, principalement des femmes et des enfants, et d'autres déplacements. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a condamné ces attaques indiscriminées perpétrées par des groupes armés contre des civils déplacés et demandé que les responsables en répondent.

26. Le Soudan est le théâtre de la plus grande crise de déplacement interne au monde. Plus de 6 millions de Soudanais et de Soudanaises ont été nouvellement déplacés dans le pays depuis que les combats ont éclaté en avril 2023. Au moins 2 000 civils ont été tués, mais le nombre réel est sans doute plus élevé. Le HCDH a reçu des informations faisant état de personnes déplacées à l'intérieur du pays tuées dans les combats en cours au Soudan et d'attaques directes contre celles qui fuyaient le conflit, en particulier au Darfour. Près de la moitié des 49 millions d'habitants du pays avaient besoin d'une aide humanitaire et le pays a connu des épidémies.

27. Malgré les faits nouveaux susmentionnés, plusieurs mesures juridiques et politiques positives ont été adoptées pour appuyer la protection des personnes déplacées dans leur pays. Sao Tomé-et-Principe a ratifié la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique, et le Tchad a progressé dans l'application de sa nouvelle loi sur les déplacements internes. Le Burkina Faso a finalisé un projet de loi sur les déplacements internes qui attend d'être officiellement adopté, et un plan d'action qui couvre la période 2023-2027 et vise à améliorer l'accès aux documents.

28. Le Conseiller spécial pour les solutions à apporter à la question des déplacements internes et le Groupe directeur chargé d'apporter ces solutions, créé dans le cadre du Programme d'action du Secrétaire général sur les déplacements internes, ont appuyé le passage à des solutions financées par le développement et dirigées par les gouvernements en faveur des personnes déplacées dans leur propre pays en Éthiopie, en Libye, au Mozambique, au Nigéria, en République centrafricaine, en Somalie, au Soudan du Sud et au Tchad. Le Gouvernement nigérian a finalisé des plans d'action nationaux visant à résoudre le problème du déplacement de plus de 4 millions de personnes à l'intérieur du pays et de personnes rapatriées dans les États de Borno, d'Adamawa et de Yobe. Avec l'appui du HCR, la Banque mondiale a effectué la première évaluation de la pauvreté portant sur les personnes déplacées en République centrafricaine.

C. Personnes apatrides

29. L'Afrique subsaharienne compte actuellement environ un million d'apatrides et de personnes de nationalité indéterminée, dont 931 000 rien qu'en Côte d'Ivoire, bien que le nombre réel d'apatrides soit probablement beaucoup plus élevé. Des millions de personnes risquent également de devenir apatrides. Plusieurs initiatives régionales et nationales importantes ont été prises pour prévenir et réduire les cas d'apatridie.

30. L'Union africaine a adopté le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples sur les aspects spécifiques du droit à la nationalité et l'éradication de l'apatridie en Afrique. Le Protocole, qui porte sur les obstacles juridiques qui empêchent les apatrides et les personnes menacées d'apatridie d'exercer leur droit à une nationalité, est ouvert à la ratification et entrera en vigueur lorsqu'un quinzième État l'aura ratifié.

31. Le HCR et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs ont organisé une conférence d'experts qui a galvanisé l'appui des partenaires de développement à la lutte contre l'apatridie. Une nouvelle étude réalisée par ces partenaires a mis en lumière le risque d'apatridie parmi les réfugiés de longue date en Ouganda, en République démocratique du Congo et au Rwanda et a permis de formuler des recommandations pour des réformes juridiques et politiques visant à leur garantir l'accès à la citoyenneté.

32. Des mesures ont été prises au niveau national pour lutter contre l'apatridie, notamment l'adhésion du Congo et de Sao Tomé-et-Principe à la Convention de 1954 relative au statut des apatrides et à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie. En février 2024, le Sénégal a naturalisé quelque 310 réfugiés mauritaniens menacés d'apatridie. Le Kenya et la République-Unie de Tanzanie ont tous deux pris des mesures pour réduire les cas d'apatridie. Par la suite, au Kenya, 7 000 membres de la communauté Pemba ont obtenu la nationalité kenyane et reçu des pièces d'identité, tandis qu'en République-Unie de Tanzanie, plus de 3 000 personnes qui risquaient de devenir apatrides à Zanzibar se sont vu accorder la nationalité tanzanienne.

D. Les femmes et les filles

33. Les femmes et les filles déplacées de force courent un risque accru de violence de genre, notamment de violence sexuelle, en particulier en République démocratique du Congo et au Soudan. L'aggravation des situations socioéconomiques et l'insécurité alimentaire poussent des personnes à adopter des stratégies d'adaptation néfastes, notamment le mariage d'enfants. Diverses initiatives ont été prises pour renforcer la protection, prévenir et combattre la violence de genre, notamment la création d'espaces sûrs et la promotion de l'accès des filles à l'éducation. Les organisations locales dirigées par des femmes jouent un rôle important, car elles mènent des actions de sensibilisation, apportent de l'aide aux survivantes et aux femmes en danger, et contribuent au bien-être et à la sécurité des femmes et des filles.

34. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le HCR, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et leurs partenaires ont joué un rôle important dans la protection des femmes et des filles déplacées. En Afrique de l'Est, le HCR a renforcé les services de prévention et de réponse à la violence fondée sur le genre, notamment grâce à des partenariats avec des organisations dirigées par des femmes. Le FNUAP a amélioré la collecte de preuves scientifiques pour les victimes de violences de genre, distribué des kits dignité et encouragé la création de réseaux de protection communautaires.

ONU-Femmes a créé des espaces sûrs, fourni une aide juridictionnelle et plaidé en faveur de l'égalité des sexes.

35. Les fonds de financement commun gérés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires ont permis d'apporter un appui ciblé aux femmes et aux filles, le Fonds central pour les interventions d'urgence ayant alloué 227,3 millions de dollars, soit 72 % du financement total, à des projets en faveur de l'égalité des genres. L'aide du Fonds central pour les interventions d'urgence dans les secteurs de la santé et de la protection s'est concentrée sur des mesures visant à atténuer et à prévenir la violence de genre et à y répondre, et a profité à plus de 1,2 million de personnes en Afrique.

E. Les Enfants, les adolescents et les jeunes

36. Les crises humanitaires de la région ont gravement touché les enfants, les adolescents et les jeunes. Les enfants déplacés de force et apatrides, notamment les enfants non accompagnés et séparés, risquaient d'être victimes de sévices, d'exploitation, de mariage précoce, de travail, de traite, d'enlèvement et d'enrôlement dans des groupes armés. L'ONU et ses partenaires ont apporté une aide ciblée aux enfants en danger et coopéré avec les gouvernements pour renforcer le rôle des systèmes nationaux de protection des enfants, y compris dans les flux migratoires mixtes.

37. Dans le cadre du partenariat PROSPECTS, qui vise à améliorer la protection sociale et l'intégration économique et sociale des personnes déplacées de force et des communautés d'accueil, l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'UNICEF et le HCR ont facilité l'intégration des enfants et des jeunes déplacés dans les systèmes nationaux de protection en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et au Soudan.

38. Le HCR et l'UNICEF ont mis en œuvre un programme régional de consolidation de la paix à l'intention des jeunes dans cinq pays d'Afrique de l'Est, ce qui a ainsi permis de renforcer la coordination avec les acteurs de l'aide humanitaire, du développement et de la paix. L'initiative vise à permettre aux jeunes de devenir des catalyseurs de changements positifs au sein de leur communauté, tant dans leur pays d'asile qu'à leur retour.

39. L'éducation et la formation professionnelle, ainsi que les programmes sportifs, ont renforcé la protection des enfants, des adolescents et des jeunes déplacés dans de nombreux pays. Au Kenya, le Programme alimentaire mondial (PAM) a aidé 20 600 jeunes à acquérir des compétences, à bénéficier du mentorat et à participer à des programmes Sport au service de la paix. En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, le HCR a fourni une protection aux enfants déplacés et apatrides grâce à l'éducation. Au Niger, le FNUAP a permis aux adolescentes déplacées de recevoir une éducation en matière de santé sexuelle et reproductive dans des espaces sûrs. Dans ce même pays, le HCR et ses partenaires ont mené une initiative interinstitutions visant à aider les filles mariées et celles exposées au risque de mariage d'enfants et de violence fondée sur le genre.

IV. Réponse aux besoins humanitaires

A. Interventions d'urgence et contraintes

40. L'insécurité a entravé les opérations de secours et affecté l'espace humanitaire dans plusieurs pays, en particulier là où des groupes armés non étatiques étaient présents, comme dans le bassin du lac Tchad et le Sahel central. L'Union africaine et

son Conseil de paix et de sécurité se sont joints à l'ONU pour demander un accès humanitaire sans restriction et le respect du droit international humanitaire.

41. En Afrique de l'Est, l'ONU et ses partenaires se sont heurtés à d'importants problèmes de sécurité. Plus de 270 incidents violents ont été enregistrés, notamment des pillages, des actes de harcèlement et des attaques contre le personnel, les biens et les installations humanitaires. En République démocratique du Congo, plus d'une douzaine d'agents humanitaires ont été enlevés au premier semestre 2024.

42. On a observé des attaques et des agressions sans discrimination perpétrées par des groupes armés contre des réfugiés fuyant le conflit, y compris dans les zones frontalières. Au Soudan du Sud, par exemple, un attentat contre un convoi du HCR qui transportait des réfugiés soudanais d'Abyei vers un endroit plus sûr a entraîné la mort de deux réfugiés. Cet incident a mis en lumière les difficultés auxquelles se heurtent les organisations humanitaires pour aider les réfugiés à se rendre dans des endroits sûrs, ainsi que la responsabilité qui incombe aux gouvernements d'assurer la sécurité des réfugiés et du personnel humanitaire.

43. Après le déclenchement et l'escalade rapide du conflit au Soudan, des situations d'urgence ont été décrétées dans le pays pour faire face aux déplacements internes et en Égypte, en Éthiopie, en République centrafricaine, au Soudan du Sud et au Tchad pour gérer l'afflux de réfugiés. Des ponts aériens humanitaires ont permis de livrer des produits de première nécessité et les déploiements d'urgence ont été intensifiés.

B. Alimentation et nutrition

44. Partout sur le continent, les conflits et les effets des chocs climatiques ont eu des répercussions sur la situation alimentaire et nutritionnelle des personnes déplacées de force. En outre, l'augmentation des prix des denrées alimentaires causée par la baisse de la production alimentaire due à la sécheresse, conjuguée à l'inflation et aux conflits, a rendu de nombreuses familles extrêmement vulnérables.

45. En Afrique australe, la sécheresse provoquée par le phénomène El Niño a gravement affecté la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle de millions de personnes. Environ 49,5 millions de personnes au Sahel et en Afrique de l'Ouest ont eu besoin d'une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence. L'insuffisance des fonds a entraîné une réduction de l'aide alimentaire allant jusqu'à 70 %, et des niveaux élevés de malnutrition aiguë, de retard de croissance et d'anémie ont été signalés. Le PAM, le HCR et leurs partenaires ont pris des mesures pour atténuer les effets de la réduction des rations et plaidé en faveur de ressources suffisantes, de l'autosuffisance et de l'inclusion des ménages de réfugiés vulnérables dans les systèmes nationaux de protection sociale.

46. Selon les enquêtes menées par le HCR, dans certaines régions d'Afrique, un enfant réfugié sur dix âgé de moins de cinq ans souffre de malnutrition aiguë, et près de la moitié des enfants de moins de cinq ans présentent un retard de croissance et des carences en micronutriments. Des interventions prioritaires liées au Plan d'action mondial contre l'émaciation des enfants ont été lancées au Burkina Faso, en Éthiopie, au Kenya, au Mali, au Niger, au Nigéria, en République démocratique du Congo, au Soudan, au Soudan du Sud et au Tchad.

C. Éducation

47. L'escalade des conflits et des crises sur le continent a eu des répercussions sur le secteur de l'éducation. Au Sahel, plus de 2,2 millions d'enfants ont pâti de la fermeture de 10 000 écoles. Rien qu'au Burkina Faso, 818 000 enfants ont été touchés

par la fermeture de plus de 5 300 écoles. En Afrique australe, les taux bruts de scolarisation des réfugiés et des demandeurs d'asile dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur sont restés inférieurs à la moyenne mondiale. Dans cette même sous-région, le HCR et ses partenaires ont apporté leur appui à l'éducation de près de 100 000 enfants réfugiés (dont 48 % de filles), soit une augmentation de 11 % par rapport à 2022. En Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique, plus de la moitié des enfants réfugiés d'âge scolaire n'avaient pas accès à l'éducation.

48. Le conflit au Soudan a perturbé pendant un an l'éducation des ressortissants soudanais et des réfugiés accueillis dans le pays. L'arrivée de réfugiés dans les pays d'accueil, notamment en Éthiopie, en République centrafricaine, au Soudan du Sud et au Tchad, a mis à rude épreuve les systèmes éducatifs nationaux.

49. Lors du deuxième Forum mondial sur les réfugiés, de nombreux pays africains se sont engagés à intégrer les enfants déplacés dans les systèmes éducatifs, et plusieurs ont adopté des lois et des politiques allant dans ce sens. Cependant, l'insuffisance des ressources, l'insécurité, la pénurie d'enseignants et les obstacles structurels persistent, et les taux de passage à l'enseignement secondaire et supérieur restent faibles, les filles réfugiées étant touchées de manière disproportionnée. Même dans un environnement politique favorable, les progrès sont entravés par les contraintes et la fragilité du système, notamment l'insuffisance des fonds.

50. Malgré les difficultés susmentionnées, plusieurs initiatives permettent d'améliorer les possibilités d'éducation pour les populations déplacées. Conformément à son thème pour l'année 2024, « Éduquer une Afrique adaptée au 21^e siècle », l'Union africaine a promu des politiques éducatives équitables et inclusives. L'UNICEF a collaboré avec ses partenaires et les ministères de l'éducation pour améliorer les conditions d'apprentissage des enfants déplacés dans les régions touchées par la sécheresse, tandis que le HCR s'est attaché à améliorer la scolarisation, l'infrastructure et la formation du personnel enseignant et a offert des bourses d'études supérieures.

D. Santé

51. La fourniture de services de santé est restée difficile, en raison de la forte population, des contraintes budgétaires et de l'absence d'infrastructures. En Afrique de l'Est, la fragilité des systèmes de santé a entravé la prestation de services adéquats. Dans certains pays, en particulier dans les zones urbaines, des obstacles financiers ont empêché les réfugiés d'accéder aux soins de santé.

52. Le conflit au Soudan a endommagé les infrastructures sanitaires, ce qui a entravé l'accès à des services vitaux. Plus de 70 % des établissements de santé situés dans les zones touchées par le conflit ne fonctionnaient plus et des épidémies de maladies transmissibles ont été enregistrées. Le flux de réfugiés en provenance du Soudan a mis à rude épreuve les capacités des systèmes de santé nationaux des pays d'accueil, en particulier ceux du Tchad et du Soudan du Sud. Au Tchad, l'appui de la Banque mondiale a facilité l'intégration des réfugiés dans le système national de santé.

53. Les femmes et les filles ont rencontré des obstacles entravant leur accès aux services de santé, notamment aux soins de santé sexuelle et reproductive et aux services destinés aux survivantes de violences fondées sur le genre. Face à cette situation, le FNUAP, le HCR et leurs partenaires ont coordonné la mise en place d'infirmeries mobiles et fixes et créé des espaces sûrs pour les initiatives communautaires. Le FNUAP a facilité l'orientation en toute sécurité des femmes enceintes et promu les soins de santé sexuelle et reproductive dans les districts accueillant des réfugiés en Ouganda. Au Mozambique, le modèle de « brigades

mobiles » du FNUAP a aidé les populations déplacées lorsque le système de santé était perturbé.

54. Les systèmes de santé fragiles ont été touchés par des épidémies, ce qui a entravé la prestation de services dans les situations de déplacement dans plusieurs pays. Des épidémies de rougeole ont touché des enfants en République démocratique du Congo, où 311 500 cas et 5 800 décès ont été signalés. Le HCR y a appuyé des campagnes de rattrapage contre la rougeole et la poliomyélite menées par le Gouvernement congolais, ce qui a permis d'atteindre une couverture vaccinale de plus de 95 % pour les enfants. Les réfugiés ont été inclus dans les campagnes nationales de vaccination au Burkina Faso, au Cameroun et au Soudan du Sud.

55. L'OIT et le HCR ont préconisé et appuyé l'inclusion des réfugiés dans les systèmes nationaux de protection sociale en santé. Des progrès ont été réalisés au Kenya et au Rwanda, où un plus grand nombre de réfugiés ont été inscrits aux régimes nationaux d'assurance maladie. Néanmoins, le financement de l'inclusion et le paiement des primes sont restés difficiles.

56. Les inondations ont exacerbé les épidémies et endommagé des établissements de santé ou entraîné leur fermeture au Burundi, au Kenya et en République-Unie de Tanzanie. Pendant les épidémies, le HCR, l'OMS et leurs partenaires ont collaboré avec les ministères de la santé afin d'inclure les populations déplacées dans les programmes nationaux. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'OIM, l'OMS et les communautés économiques régionales ont mis en œuvre le modèle « Une seule santé », une approche intégrée visant à prévenir les menaces sanitaires à l'interface humain-animal-environnement, et à faire face à ces menaces. En République centrafricaine, l'UNICEF a fourni gratuitement des soins de santé essentiels aux populations déplacées et rapatriées vulnérables.

57. Plusieurs initiatives ont été menées pour lutter contre le VIH/sida dans les situations de déplacement. Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), le HCR et le PAM ont procédé à des évaluations et encouragé l'intégration des mesures de riposte au VIH dans les plans nationaux de plusieurs pays. Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et le HCR ont renforcé leur collaboration transfrontière sur la tuberculose ainsi que l'accès au diagnostic, au traitement et aux soins de la tuberculose dans les zones accueillant des réfugiés à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, au Soudan et au Soudan du Sud. En Afrique de l'Ouest, les activités de dépistage du VIH et les campagnes de sensibilisation menées par l'OIM et le HCR ont touché plus de 1 300 personnes déplacées.

58. Les besoins en matière de santé mentale et psychosociale des personnes réfugiées ou déplacées à l'intérieur de leur pays dans la région sont élevés, tant dans les situations d'urgence que dans les situations prolongées. L'Éthiopie et le Tchad ont lancé un programme interinstitutions visant à offrir un ensemble de services minimums pour la santé mentale et le soutien psychosocial dans les situations d'urgence. Cette initiative appuie l'intégration de la santé mentale et du soutien psychosocial dans de nombreux secteurs et implique une coopération avec les autorités nationales.

E. Interventions en espèces

59. Les interventions en espèces ont continué d'aider à répondre efficacement aux besoins des personnes déplacées, à améliorer leurs conditions de vie et leur bien-être, et sont restées la forme d'assistance préférée selon le suivi postérieur à la distribution.

Le HCR a fourni une assistance pécuniaire à 1,4 million de personnes dans 23 pays d'Afrique. Plus de 30 % d'entre elles ont reçu de l'argent liquide sur des comptes d'argent mobile, ce qui a contribué à l'inclusion numérique, au renforcement des marchés locaux et à l'autonomisation des personnes déplacées, y compris les femmes.

60. En Afrique de l'Est, le HCR a donné la priorité aux interventions en espèces dans les situations d'urgence, ce qui lui a permis d'aider 900 000 réfugiés, rapatriés et personnes déplacées dans leur propre pays. Les interventions en espèces faites par le HCR et le PAM en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale ont renforcé la protection et l'inclusion financière. Le suivi post-distribution effectué dans 10 pays de ces deux sous-régions a révélé que 92 % des ménages interrogés avaient utilisé l'argent liquide reçu pour leur alimentation. ONU-Femmes s'est concentrée sur la protection sociale et les transferts d'argent pour les femmes et les filles déplacées, tandis que le PAM a fait des transferts en espèces inconditionnels à 2,6 millions de personnes déplacées en Afrique de l'Est en 2023. Au premier trimestre de 2024, 420 000 réfugiés de la sous-région ont pu bénéficier de l'aide pécuniaire apportée par le PAM, soit une augmentation de 42 % par rapport au premier trimestre de 2023. Au Ghana et au Tchad, l'UNICEF a fourni une aide pécuniaire à 4 500 ménages déplacés.

61. En Afrique australe, l'insécurité et le manque de ressources ont entravé les efforts visant à rendre systématiques les interventions en espèces afin d'en faire la forme standard d'assistance. Toutefois, on a eu recours à ces interventions en Afrique du Sud, au Botswana, au Congo, à Madagascar, au Malawi, à Maurice, au Mozambique, en République démocratique du Congo, en Zambie et au Zimbabwe, ce qui a permis d'aider 80 700 personnes.

V. Responsabilité à l'égard des populations touchées

62. La responsabilité à l'égard des populations touchées est restée une priorité. La communication bilatérale avec les populations et les initiatives visant à renforcer les mécanismes de dépôt de plaintes et de retour d'information ont été consolidées. Au Tchad, le HCR a mis en place un mécanisme interinstitutions de dépôt de plaintes permettant aux personnes déplacées de faire des signalements en toute confidentialité. Dans l'est de la République démocratique du Congo, le FNUAP a dépêché des spécialistes de l'établissement des responsabilités auprès des populations touchées pour assurer la coordination avec les spécialistes de la prévention de la violence fondée sur le genre afin de régler la question clé de la responsabilité. Ce modèle a également été appliqué en Éthiopie, au Mozambique et au Soudan du Sud. Des normes interinstitutions pour les mécanismes collectifs de retour d'information ont été élaborées et mises à l'essai par le HCR au Burundi, en Éthiopie et en Somalie.

63. Le HCR a créé des sites d'aide multilingues dans 17 pays d'Afrique, et 12 autres sont en cours de développement. Il s'agit de plateformes où les gens peuvent accéder à des informations sur les services essentiels et les prestataires. Seize opérations du HCR disposent de lignes directes qui permettent aux personnes déplacées de force de donner leur avis sur les services humanitaires fournis, de faire part de leurs préoccupations et d'obtenir des informations sur l'assistance.

64. Les mécanismes communautaires de retour d'information sont demeurés un élément essentiel de l'engagement du PAM à rendre des comptes aux populations touchées, ce qui contribue à faire en sorte que les personnes qui ont besoin d'aide la reçoivent en toute sécurité, dans son intégralité et sans interférence. En République démocratique du Congo et au Mozambique, le PAM a mis en place une ligne téléphonique interinstitutions directe et gratuite qui permettait aux populations touchées de donner leur avis sur l'adéquation des interventions humanitaires et de faire part de leurs préoccupations.

65. En 2023, le Fonds central pour les interventions d'urgence a alloué 2,3 millions de dollars pour appuyer la promotion de la responsabilité à l'égard des populations touchées grâce à des mécanismes collectifs de retour d'information sur l'action humanitaire dans cinq opérations en Afrique, qui ciblent principalement les femmes, les filles et les jeunes. En 2024, il a alloué une enveloppe spéciale de 4 millions de dollars pour promouvoir la responsabilité collective à l'égard des populations touchées dans quatre pays d'Afrique. Au Soudan du Sud, la première allocation standard du Fonds humanitaire pour le Soudan du Sud pour 2024 exigeait que toutes les propositions tiennent compte des résultats de la mobilisation de la population, et elle a permis d'orienter une part importante des fonds directement vers les intervenants humanitaires locaux et nationaux, en particulier aux organisations dirigées par des femmes. Au Niger, une enveloppe spéciale de 2 millions de dollars provenant du Fonds humanitaire régional pour l'Afrique de l'Ouest et du centre a permis d'apporter une aide ciblée aux acteurs locaux présents sur le terrain dans les zones de crise, en donnant la priorité aux organisations non gouvernementales nationales et locales et aux organisations communautaires.

VI. Initiatives visant à remédier aux causes profondes des déplacements

66. Parmi les initiatives visant à s'attaquer aux causes profondes des déplacements figurent la feuille de route principale de l'Union africaine sur les mesures pratiques à prendre pour « Faire taire les armes d'ici 2030 » et l'Agenda 2063. La nomination de l'Envoyé spécial de l'Union africaine pour la prévention du génocide et d'autres atrocités criminelles a été importante, car elle a permis d'assurer un leadership essentiel pour éviter un génocide sur le continent. L'Union africaine et les communautés économiques régionales ont également joué un rôle important dans la promotion de la démocratie et du respect de l'état de droit.

67. L'Union africaine a contribué à faciliter l'application de l'accord de cessation des hostilités en Éthiopie, ce qui a eu un effet positif sur le retour des personnes déplacées dans le pays. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a appuyé cette initiative dans le cadre de son programme multipartite de soutien à la paix et de stabilisation.

68. L'Union africaine et les organisations régionales ont entrepris des efforts de paix coordonnés pour faire face à diverses situations de crise. Il s'agit notamment du Mécanisme élargi pour la résolution de la crise au Soudan, de la mise en œuvre d'un programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration des ex-combattants dans le bassin du lac Tchad dans le cadre de la Stratégie régionale en faveur de la stabilisation, du redressement et de la résilience des zones du bassin du lac Tchad touchées par Boko Haram, et de diverses initiatives visant à régler le conflit dans l'est de la République démocratique du Congo.

69. Le PNUD a collaboré avec divers acteurs pour s'attaquer aux causes profondes des déplacements dans une perspective de développement, reconnaissant que les interventions humanitaires et les processus de relèvement traditionnels ne sauraient à eux seuls remédier à l'ampleur et à la complexité des déplacements forcés. L'accent a été mis sur l'environnement, la gouvernance et l'état de droit, ainsi que sur la pauvreté et les inégalités, avec des projets au Burundi, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Mozambique, au Nigéria, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Somalie, au Soudan, au Soudan du Sud et au Tchad.

VII. Solutions durables

70. Il est possible de résoudre le problème des déplacements en combinant plusieurs solutions, notamment le rapatriement volontaire, la réinstallation et l'intégration sur place, ainsi qu'en trouvant des voies complémentaires de protection. Pour les personnes déplacées dans leur pays, les solutions comprennent le retour et l'installation sur place. Les conflits nouveaux et prolongés en Afrique ont entravé les initiatives visant à trouver des solutions, mais plusieurs faits importants se sont produits.

A. Retour volontaire

71. Le HCR a facilité le retour librement consenti des réfugiés et des personnes déplacées dans leur pays en Afrique lorsque les conditions permettaient que cela se fasse dans la sécurité et la dignité. Des retours spontanés ont également eu lieu dans certains pays, sans l'aide du HCR. La plupart d'entre eux se sont déroulés dans des conditions défavorables et probablement non durables.

72. En Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique, quelque 581 100 réfugiés sont retournés dans leur pays d'origine, la majorité au Burundi et au Soudan du Sud, et un plus petit nombre en Éthiopie, au Rwanda, en Somalie et au Soudan. Plus de 527 200 réfugiés sont rentrés au Soudan du Sud, principalement en provenance du Soudan touché par le conflit, soit trois fois plus que l'année précédente. La plupart des personnes qui sont retournées provenaient des pays voisins, notamment du Soudan (386 800), de l'Éthiopie (111 100) et de l'Ouganda (22 300). Plus de 26 700 réfugiés burundais sont rentrés chez eux, la plupart venant de la République-Unie de Tanzanie. Quelque 17 200 Soudanais et Soudanaises ont été rapatriés dans leur pays d'origine.

73. En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, le HCR a appuyé le rapatriement librement consenti de plus de 14 400 ressortissantes et ressortissants de la République centrafricaine, principalement du Cameroun et de la République démocratique du Congo. En outre, près de 2 100 Camerounais et Camerounaises sont rentrés volontairement du Tchad. Le HCR a aidé plus de 13 000 réfugiés camerounais à se réinsérer dans la société à leur retour dans leur pays, notamment en leur apportant une aide pécuniaire, et des initiatives pour la coexistence pacifique ont été lancées dans le pays. Il a préconisé la mise au point de cadres juridiques tripartites pour le rapatriement librement consenti dans la région du bassin du lac Tchad, ainsi qu'entre la République centrafricaine et les pays voisins. Quelque 31 700 Nigérianes et Nigériens sont retournés spontanément dans l'État de Borno.

74. En Afrique australe, 1 800 personnes réfugiées sont rentrées chez elles, principalement en Angola et en Zambie. Toutefois, certains retours n'ont été que de courte durée, notamment en raison de la violence persistante dans les zones de retour en République démocratique du Congo.

B. Réinstallation et voies complémentaires

75. En Afrique de l'Est, le HCR a soumis des dossiers de réinstallation pour 35 800 réfugiés, dont 25 000 personnes originaires de la République démocratique du Congo. Le nombre de départs pour réinstallation en 2023 (près de 28 000) a plus que doublé par rapport à l'année précédente (13 000). Depuis la création du centre du mécanisme de transit d'urgence au Rwanda en 2019, 2 000 personnes réfugiées et demandeuses d'asile ont été évacuées de Libye et 1 400 d'entre elles ont été réinstallées dans des pays tiers.

76. En Afrique occidentale et centrale, le HCR a soumis des dossiers de réinstallation pour 4 100 personnes réfugiées, dont 3 100 sont parties pour être réinstallées dans des pays tiers. Sur les 4 200 personnes évacuées de Libye vers le centre du mécanisme de transit d'urgence au Niger, créé en 2017, 4 000 ont été réinstallées dans des pays tiers.

77. En Afrique australe, les dossiers de 9 100 personnes réfugiées ayant des besoins de protection accrus ont été soumis en vue d'une réinstallation, et 3 700 départs ont eu lieu, malgré des retards administratifs. Les difficultés d'obtention d'autorisations de sortie pour la réinstallation, en particulier pour les parrainages privés, et les obstacles au regroupement familial ont persisté.

C. Intégration sur place

78. Le HCR a préconisé des solutions locales pour les personnes réfugiées de longue date en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, notamment les Ghanéennes et Ghanéens au Togo, les Mauritanien(ne)s au Mali, les Sénégalais et Sénégalaises en Gambie et les Togolais et Togolaises au Ghana. La Côte d'Ivoire a fourni des documents à près de 300 anciens réfugiés ivoiriens qui avaient choisi de rester au Libéria afin de faciliter leur procédure d'intégration légale. Le Sénégal s'est engagé à naturaliser 9 000 personnes réfugiées d'origine mauritanienne qui avaient opté pour l'intégration sur place, et a publié un décret en janvier 2024 pour naturaliser 300 d'entre elles. En Afrique australe, l'Angola a délivré des permis de séjour renouvelables de deux ans à 4 200 anciens réfugiés du Libéria, du Rwanda et de la Sierra Leone afin de favoriser leur intégration sur place.

VIII. Inclusion et résilience

79. Plusieurs pays africains ont adopté des approches progressives et inclusives pour l'installation sur place. Lors du deuxième Forum mondial sur les réfugiés, l'Éthiopie et le Kenya se sont engagés à transférer avec l'appui de leurs partenaires de développement les réfugiés des camps vers des établissements intégrés. Le plan Shirika du Gouvernement kenyan et le programme ougandais d'installation sur place des personnes réfugiées sont essentiels pour promouvoir l'autosuffisance et les moyens de subsistance.

80. L'ONU a collaboré avec divers partenaires, notamment des acteurs bilatéraux du développement et des institutions financières internationales, pour promouvoir l'intégration socioéconomique et la résilience des populations déplacées. L'égalité des genres, les moyens de subsistance et la coexistence pacifique figuraient parmi les domaines d'intervention.

81. La Banque mondiale investit près de 4,7 milliards de dollars à l'échelle mondiale pour aider les pays qui accueillent des personnes réfugiées, une part importante étant allouée à 16 pays africains par l'intermédiaire du dispositif de l'Association internationale de développement dédié aux communautés d'accueil et aux réfugiés. Cet engagement financier important vise à alléger le fardeau qui pèse sur ces pays et à faire progresser l'intégration et la recherche de solutions aux déplacements forcés.

82. Le HCR a joué un rôle central dans la coordination avec les acteurs bilatéraux du développement, notamment la Commission européenne, l'Agence belge de développement, l'Agence française de développement, le Ministère allemand de la coopération économique et du développement et l'Agence japonaise de coopération

internationale, afin d'accroître les investissements dans les zones d'accueil et de retour.

83. La Direction générale des partenariats internationaux de la Commission européenne a lancé un projet de réintégration des personnes rapatriées au Burundi, en République centrafricaine et au Soudan du Sud, tout en continuant d'appuyer la résilience et l'intégration dans les pays d'asile. Elle appuie également un programme régional de consolidation de la paix destiné aux jeunes dans cinq pays touchés par la crise des réfugiés du Soudan du Sud.

84. Le Ministère allemand de la coopération économique et du développement et le HCR ont appuyé l'intégration des personnes déplacées dans les systèmes nationaux au Mozambique. L'Agence belge de développement a inclus les populations déplacées dans ses programmes de coopération au service du développement au Burkina Faso et en Ouganda, tandis que l'Agence française de développement a lancé des projets de résilience pour les personnes réfugiées et les communautés d'accueil au Tchad.

85. L'Agence japonaise de coopération internationale a aidé l'Ouganda à passer des interventions humanitaires à une approche axée sur le développement dans les zones d'accueil de personnes réfugiées, en lui fournissant des capacités techniques et un appui financier.

86. Le HCR et le Centre commun de données sur les déplacements forcés de la Banque mondiale ont approuvé des projets visant à améliorer la collecte de données et à favoriser l'inclusion au Burkina Faso et au Cameroun. Le HCR a également collaboré avec la Société financière internationale sur un projet d'énergie et d'agrobusiness au Tchad. La collaboration avec la Banque africaine de développement a permis de renforcer la résilience des personnes déplacées de force sur tout le continent. En Afrique australe, le HCR a travaillé en partenariat avec la Banque africaine de développement et la Communauté de développement de l'Afrique australe sur l'inclusion et les stratégies visant à améliorer les moyens de subsistance et la résilience.

87. L'ONU a collaboré avec des gouvernements et les a aidés dans le cadre de divers projets axés sur le développement afin de promouvoir la résilience et de favoriser l'inclusion. Au Tchad, par exemple, le PAM, le HCR et le Gouvernement ont mis en œuvre une initiative visant à remettre en état 100 000 hectares de terres agricoles et pastorales afin de promouvoir l'autosuffisance de 500 000 agriculteurs et éleveurs. En Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et au Soudan, l'OIT a favorisé la mise en correspondance des compétences et contribué à la création de 10 400 emplois pour les personnes réfugiées et les membres des communautés d'accueil.

88. En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, l'OIT a contribué à la croissance économique et à la cohésion sociale en appuyant l'entrepreneuriat et les coopératives de femmes. L'OIM, l'UNICEF, le HCR et le PAM ont collaboré pour renforcer la résilience des ménages vulnérables des communautés d'accueil au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Togo. Le HCR a lancé un programme pluriannuel conjoint avec la FAO et le PAM sur les moyens de subsistance et la résilience destiné à 286 000 personnes en République démocratique du Congo et à 2 600 personnes en Eswatini.

IX. Pacte mondial sur les réfugiés et processus régionaux

89. On a constaté une évolution positive vers la réalisation des objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés dans la région. Au Forum mondial sur les réfugiés, 24 États africains ont pris des engagements politiques dans des domaines tels que l'éducation, les soins de santé, le travail, l'inclusion dans les statistiques et les plans nationaux

d'adaptation aux changements climatiques, la transition des camps vers des zones d'installation durables, l'asile et l'éradication de l'apatridie.

90. Vingt organismes des Nations Unies ont pris l'engagement commun d'inclure les personnes réfugiées dans leurs plans, de promouvoir l'inclusion des personnes réfugiées dans les plans nationaux, les jeux de données, les budgets et les systèmes afin d'appuyer les engagements pris par les pays d'accueil, et de garantir l'accès à un travail décent. Les équipes de pays des Nations Unies ont également pris des engagements qui devraient bénéficier à 17,2 millions de personnes réfugiées, déplacées dans leur propre pays, rapatriées ou apatrides dans 14 pays⁴ de la région.

91. Diverses parties prenantes ont annoncé des contributions à l'appui des pays d'accueil en Afrique, certaines dans le cadre d'annonces de contributions thématiques multipartites. Par exemple, la Poverty Alleviation Coalition (coalition pour la réduction de la pauvreté) s'est engagée à aider 105 000 ménages au Burkina Faso, au Cameroun, en Éthiopie, au Kenya, au Mali, au Mozambique, au Nigéria, en Ouganda, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en République-Unie de Tanzanie, au Rwanda, en Somalie, au Soudan du Sud, au Tchad et en Zambie à devenir plus autonomes grâce à une approche qui vise à aider en priorité les personnes réfugiées et communautés d'accueil les plus pauvres, avec un appui financier de 215 millions de dollars provenant d'États, de fondations et du secteur privé.

92. Les plateformes régionales nouvelles et existantes ont largement contribué à galvaniser les engagements politiques et à préconiser des solutions aux situations de déplacement forcé, avec l'appui de l'Union africaine, de la Communauté de l'Afrique de l'Est, de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de l'IGAD.

93. En novembre 2023, les Nations Unies ont participé au Symposium humanitaire annuel de l'Union africaine, axé sur la promotion d'une action humanitaire efficace et inclusive en Afrique grâce à la mise en œuvre de la Déclaration de Malabo de 2022 et des engagements pris lors du premier Forum mondial sur les réfugiés en 2019. Par la suite, lors du deuxième Forum mondial sur les réfugiés, tenu en 2023, l'Union africaine s'est engagée à créer une Agence humanitaire africaine et à travailler avec les États à l'intégration dans les systèmes nationaux des personnes déplacées de force.

94. Par l'intermédiaire de sa plateforme d'appui aux personnes en situation de déplacement forcé, l'IGAD a pris des engagements en matière d'action climatique et de solutions durables pour les personnes réfugiées ou rapatriées et les communautés d'accueil. Elle a également organisé une conférence régionale d'examen de la Déclaration de Kampala sur l'emploi, les moyens de subsistance et l'autonomie des réfugiés, des rapatriés et des communautés d'accueil dans la région de l'IGAD afin d'y donner suite.

95. La Plateforme d'appui aux solutions pour la République centrafricaine, lancée en novembre 2023, a donné la priorité aux solutions pour les Centrafricaines et Centrafricains déplacés, conformément à la Déclaration de Yaoundé sur les solutions dans le cadre des déplacements forcés liés à la crise centrafricaine, signée en 2022.

X. Financement

96. Malgré l'ampleur des besoins humanitaires et le fait que l'Afrique continue d'assumer une lourde charge en accueillant une grande partie de la population

⁴ Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Cameroun, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Mozambique, Namibie, Niger, Ouganda, République démocratique du Congo et Zambie.

déplacée de force dans le monde, le financement reste insuffisant. L'Aperçu de la situation humanitaire mondiale de 2024 fait état d'un besoin de 18,4 milliards de dollars qui sont nécessaires pour couvrir les besoins humanitaires de 18 pays africains. Toutefois, seuls 5,2 milliards de dollars, soit 28 %, ont été reçus.

97. L'Union africaine a créé un nouveau fonds humanitaire à l'issue du Sommet extraordinaire humanitaire et de la Conférence pour les annonces de contributions qui ont eu lieu en 2022 à Malabo, où 177,3 millions de dollars ont été promis pour la mise en place de l'Agence humanitaire africaine.

98. Lors de la Conférence humanitaire internationale pour le Soudan et ses voisins, qui s'est tenue en avril 2024 à Paris, les donateurs se sont engagés à verser 2,2 milliards d'euros pour les activités humanitaires et de développement. La manifestation de haut niveau pour les annonces de contributions relatives à la situation humanitaire en Éthiopie, qui s'est également tenue en avril 2024, a permis de récolter 630 millions de dollars, soit 370 millions de moins que le milliard de dollars nécessaire.

99. Le Fonds central pour les interventions d'urgence a alloué 319,2 millions de dollars à des activités visant à sauver des vies dans 24 pays africains, dont 210,5 millions de dollars destinés à la recherche de solutions aux crises de déplacement, ce qui a permis d'aider plus de 10 millions de personnes déplacées de force. Les fonds de financement commun pour les pays gérés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires ont alloué 544,9 millions de dollars à 10 pays africains. En 2024, des organisations de femmes étaient représentées au conseil d'administration de tous les fonds de la région. En 2024, les opérations du HCR en Afrique nécessitaient un financement de 3,8 milliards de dollars, dont environ 35 % ont été obtenus.

100. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a continué d'adopter des approches novatrices pour faire face aux crises humanitaires transfrontières par l'intermédiaire de ses fonds humanitaires régionaux. Le Fonds humanitaire régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale a lancé des allocations simultanées au Burkina Faso, au Mali et au Niger pour faire face aux déplacements et à l'insécurité alimentaire dans les zones frontalières communes. Fort du succès de ce premier fonds humanitaire régional, le Bureau a créé trois nouveaux fonds humanitaires régionaux en 2024, notamment en Afrique de l'Est et en Afrique australe.

101. Afin de lutter contre le sous-financement des organisations locales de femmes, le Fonds pour les femmes, la paix et l'action humanitaire a versé plus de 11,9 millions de dollars à 96 organisations dans 10 pays africains. Un quart de ces organisations étaient dirigées par des personnes déplacées de force.

XI. Conclusions et recommandations

102. **Je suis profondément préoccupé par le nombre croissant de déplacements forcés en Afrique, notamment ceux qui se produisent en raison des conflits armés et des catastrophes liées aux changements climatiques. Le nombre de situations d'urgence nouvelles ou en cours dépasse la capacité d'intervention des agents humanitaires, et davantage d'actions concertées sont nécessaires pour trouver des solutions. Afin que l'Afrique réalise les objectifs de l'Agenda 2063 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, il faut prendre des mesures décisives pour s'attaquer aux causes profondes des déplacements forcés et pour faire en sorte que le développement économique et social soit inclusif. Des ressources plus importantes sont également nécessaires pour appuyer**

l'action menée par les États africains pour protéger et aider les personnes déplacées de force.

103. Dans cette perspective :

a) J'appelle toutes les parties à un conflit armé à garantir le respect du droit international humanitaire, du droit des droits humains et du droit international des réfugiés, notamment en protégeant les civils et en empêchant les violations graves des droits humains ;

b) J'exhorte les groupes armés étatiques et non étatiques à faciliter l'accès rapide et sans entrave aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux autres victimes de conflit, à prendre toutes les mesures voulues pour protéger le personnel humanitaire et à préserver le caractère civil et humanitaire de l'asile ;

c) Rappelant que le principe de non-refoulement, consacré par la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, est considéré comme une règle coutumière de droit international, il est rappelé aux États qu'ils sont tenus de respecter le droit de demander l'asile et de garder leurs frontières ouvertes aux personnes fuyant les conflits et les persécutions ;

d) Conscient que la Convention de 1969 régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique conserve sa pertinence et sa valeur, j'invite les États à appliquer ses dispositions, y compris la reconnaissance du statut de réfugié dans le contexte d'événements troublant gravement l'ordre public ;

e) Préoccupé par les effets croissants des changements climatiques et leurs liens avec les déplacements, j'appelle à une action coordonnée pour protéger les communautés déplacées les plus menacées, en leur donnant les moyens de se préparer aux chocs climatiques, d'y résister et de s'en remettre, à l'élaboration de politiques et de programmes visant à renforcer la protection et la remise en état de l'environnement ainsi que l'adaptation aux changements climatiques, et à des mesures visant à réduire les effets des interventions humanitaires sur l'environnement ;

f) Je félicite les États africains qui ont élaboré des stratégies de recherche de solutions pour les personnes déplacées dans leur pays et les encourage à redoubler d'efforts pour prévenir les déplacements internes, y faire face et y apporter des solutions, notamment en honorant les engagements énoncés dans mon programme d'action sur les déplacements internes ;

g) Je redis mon soutien à l'Agence humanitaire africaine et salue la décision de l'Union africaine de choisir l'Ouganda pour accueillir cette importante initiative. J'encourage tous les États à en appuyer la mise en œuvre ;

h) Je salue les initiatives prises pour faire face aux flux mixtes de réfugiés et de migrants dans la région en adoptant une approche centrée sur la protection et fondée sur les itinéraires, dans le but de réduire les souffrances humaines et de sauver des vies ;

i) Rappelant l'engagement pris par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies d'éliminer la pauvreté sous toutes ses formes, de mettre fin à la discrimination et à l'exclusion et de réduire les inégalités et les vulnérabilités, ce qui est essentiel pour s'attaquer aux causes profondes des déplacements, je reconnais le rôle essentiel des acteurs du développement dans la réalisation de ces objectifs et réaffirme qu'il importe de ne laisser personne de côté, y compris les personnes déplacées de force ;

j) J'encourage toutes les parties prenantes concernées à accorder la priorité à l'accès à l'alimentation, à l'éducation et aux services essentiels,

notamment en matière de santé mentale et de soutien psychosocial, dans les zones de déplacement ;

k) Conscient du rôle essentiel que jouent les femmes et les filles dans la prise de décisions, je les encourage à participer véritablement et efficacement aux structures de gouvernance locale et aux mesures visant à prévenir les conflits, à consolider la paix et à favoriser la cohésion sociale ;

l) J'invite instamment toutes les parties prenantes à appuyer les initiatives visant à autonomiser les femmes déplacées sur les plans social et économique, notamment en leur donnant accès à des possibilités d'apprentissage et de formation qui renforcent leur autonomie ;

m) Je demande aux acteurs de l'aide humanitaire et du développement d'intégrer des considérations liées au genre et à l'âge dans leurs programmes afin de répondre efficacement aux besoins des femmes, des filles et des garçons réfugiés, et des populations vulnérables, y compris les personnes âgées et les personnes handicapées ;

n) J'insiste sur le fait que les femmes et les enfants déplacés doivent être protégés contre toutes les formes de violence fondée sur le genre, y compris l'exploitation et les atteintes sexuelles. Il faut donner la priorité aux initiatives visant à prévenir et à atténuer la violence fondée sur le genre dans les situations de déplacement et à y faire face, et les survivantes et survivants doivent avoir accès aux services essentiels ;

o) Je félicite les États membres de l'Union africaine d'avoir adopté le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples sur les aspects spécifiques du droit à la nationalité et l'éradication de l'apatridie en Afrique. J'encourage sa ratification, sa transposition dans le droit national et sa mise en œuvre rapides. Je demande qu'il soit mis fin à la discrimination fondée sur le genre, qui touche de manière disproportionnée les femmes et les enfants, dans les lois sur la nationalité ;

p) J'encourage vivement les États et les autres parties prenantes concernées à mettre en œuvre le Pacte mondial sur les réfugiés, compte tenu du rôle important que jouent les pays d'accueil en Afrique dans la fourniture de la protection et de l'assistance aux personnes déplacées de force. Il est essentiel de prendre des mesures pour alléger la pression subie par les pays d'accueil et faciliter le partage des charges et des responsabilités ;

q) Je me félicite des engagements pris lors du deuxième Forum mondial sur les réfugiés en faveur de la protection et de la recherche de solutions et j'exhorte toutes les parties prenantes à traduire rapidement ces engagements en mesures concrètes et à tirer le meilleur parti des possibilités offertes par le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix ;

r) Je suis préoccupé par le manque criant de financement des opérations humanitaires vitales en Afrique, et demande aux donateurs de fournir un appui financier prévisible et durable. Je salue les initiatives visant à accroître les contributions des partenaires du secteur privé et suis conscient du rôle essentiel qu'ils jouent dans le soutien à l'inclusion économique.